

# Le nom du malaise

Autor(en): **Goll, Christine / Jegher, Stella / Misteli, Miguel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280254>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



# Le non du malaise

*Christine Goll, Stella Jegher, Miguel Misteli et Therese Wütrich, comme de nombreuses Suissesses féministes, ont dit non à l'EEE. Qu'attendent-elles de l'Europe?*

Interview: **Simone Forster, Caroline Perren et Sylviane Klein**  
Rédaction: **Simone Forster**

Oui en Suisse romande, non en Suisse alémanique et au Tessin. La votation du 6 décembre révèle une Suisse divisée, tiraillée par des projets de société contraires.

*Femmes suisses* a pris position pour le oui, le Conseil des femmes en politique extérieure de Suisse alémanique a milité pour le non. Pourquoi? *Femmes suisses* a décidé d'essayer de comprendre ce qui nous sépare. A l'heure où on parle de fossé entre les cultures, tentons d'y voir un peu clair. *Femmes suisses* a rencontré celles qui, au-delà de la Sarine, se sont engagées contre l'EEE.

**FS – Quels sont les motifs principaux de votre non?**

C. G. – Je me réfère au Conseil des femmes en politique extérieure (Frauenrat für Aussenpolitik) qui s'oppose surtout à la vision restreinte d'ouverture qu'on nous propose. Seuls les impératifs économiques et matériels dictent les options à choisir. Un tel schéma se déroule toujours au détriment des plus vulnérables: les femmes, les déshérités, les travailleuses et les travailleurs non qualifiés.

M. M. – Je partage ce point de vue et je pense qu'on peut élargir encore la réflexion aux effets d'une telle politique sur l'environnement et sur le tiers monde. J'ai vécu dix ans au Mozambique, un des pays les plus pauvres du monde. Mon regard en a été changé. Pour les pays du Sud, l'EEE représente une redoutable concentration du pouvoir des riches. Le Conseil fédéral prétend que l'EEE peut favoriser le démarrage des nouveaux pays industriels du tiers monde. Peut-être. Ce ne sont toutefois que les classes favorisées qui vont en bénéficier. Les autres, soit 70% de la population, vont encore s'appauvrir. Le même scénario s'applique en Suisse. J'ai défendu cette argumentation devant le Conseil national. J'ai également été engagée dans la fondation d'un comité contre l'adhésion à l'EEE dans le canton de Soleure. L'EEE s'inscrit dans une politique contre laquelle j'ai toujours lutté: celle d'une forteresse économique des nantis face aux exclus, aux défavorisés de Suisse comme d'ailleurs.

**FS – Finalement, c'est un modèle de développement que vous contestez?**

T. W. – Exactement. Nous contestons le concept de solidarité qui prévaut au sein de l'EEE. Il s'agit d'une solidarité entre les plus forts, les plus puissants, d'une solidarité économique. Est-ce cela la solidarité?

Le concept de liberté proposé est tout aussi étriqué. Liberté de déplacement pour les mieux qualifiés. Est-ce là une vision ouverte et généreuse de la liberté?

Elles contestent un modèle de développement à seule vocation économique. Elles ne se retrouvent pas dans cet édifice qui récite son credo en un grand marché intérieur libre, mais fermé à toute équité dans les échanges avec les pays pauvres du Sud et de l'Est. Ouverture, solidarité, liberté, autant de mots réservés aux seuls privilégiés de ce petit monde préservé. Elles trouvent qu'on respire mal dans cet espace. Il y manque le souffle du grand large, celui d'une réelle solidarité avec les plus démunis de la planète. En un mot, elles estiment que cette construction s'avère purement masculine, taillée sur les mesures des hommes qualifiés et compétitifs.

Enfin, est-il possible d'accéder à une démocratie dans un espace si vaste? Le fonctionnement d'une démocratie n'est-il pas lié à des impératifs territoriaux? Le problème est d'importance. Nous sommes conscientes qu'il est aussi soulevé par les nationalistes, mais il ne faut pas l'escamoter.

Nous contestons enfin un modèle de société fondé sur la domination de l'économie de marché, laquelle est censée régler les problèmes sociaux et ceux de l'environnement.

S. J. – Je voudrais revenir sur la question de la démocratie. C'est vrai, je ne suis pas prête à abandonner nos droits d'initiative et de référendum. Il faut étudier ce qu'est véritablement une démocratie et quelle est la taille des territoires dans lesquels elle peut s'appliquer avec bonheur.

La démocratie en Suisse pose déjà un problème, comment peut-on imaginer qu'elle va fonctionner au sein de l'Europe, dans des structures centralisatrices et sans véritable transparence? Cela tient de la gageure.

M. M. – Notre marge de manœuvre politique demeure plus grande si nous sommes

hors de l'EEE et de ses structures centralisatrices et peu démocratiques.

**FS – Adhérer à l'EEE signifiait pour les femmes une certaine amélioration de leur condition. C'était un plus, pourquoi n'en avoir pas tenu compte?**

C. G. – L'EEE impose quelques exigences d'égalité certes, mais cela ne change en rien sa nature. Il s'agit de promouvoir une économie de marché et non l'égalité des droits. Les femmes dans ce projet sont perdantes, marginalisées. Leurs conditions de travail vont se dégrader. Les femmes du Parti socialiste et celles engagées dans les syndicats ont prétendu que les directives communautaires étaient progressistes en matière d'égalité et que les femmes suisses en bénéficieraient. Lisez les études des féministes allemandes sur ce sujet. Elles montrent que ces directives demeurent lettre morte.

J'aimerais faire part ici de mon expérience syndicale et socialiste. Au fil de la campagne en faveur de l'EEE, j'y ai observé un glissement du «oui, mais» vers le «oui, malgré tout». Je m'explique. Au début, nous étions prêt-e-s à accepter l'EEE mais avec certaines mesures ayant trait aux domaines social et écologique. Ces exigences ont été balayées au cours des débats parle-



**Christine Goll**, conseillère nationale, travaille comme formatrice indépendante, journaliste à Zurich, élue sur une liste femmes *Frauen macht Politik* (FraP), fait partie du groupe socialiste, activités syndicales en parallèle.

(Photo Silvia Voser)



**Stella Jegher**, traductrice de profession, rédactrice du *Frauenblick schweiz-europa*, engagée dans les mouvements pacifistes depuis une dizaine d'années, puis dans les mouvements féministes et antimilitaristes, co-fondatrice de *Frauenrat für Aussenpolitik*, s'intéresse aux problèmes Est-Ouest en Europe et travaille pour la cfd-Frauenstelle für Friedensarbeit à Zurich.

(Photo Silvia Voser)

mentaires. On arrive finalement au «oui, malgré tout». Socialistes et syndicalistes ont accepté l'EEE sans mesures d'accompagnement. Je trouve cette attitude peu crédible.

**FS – Vous êtes des femmes ouvertes au monde. Attendez-vous en quelque sorte une autre Europe?**

M. M. – Exactement. Nous avons dit «non à l'Europe» le 6 décembre parce qu'il ne s'agissait pas véritablement de l'Europe. Regardez une carte de géographie. L'Europe de la CE exclut une multiplicité de peuples et de cultures. C'est un véritable bastion économique, une sorte de cartel des puissants.

La Suisse a compris qu'elle ne peut agir seule et elle voulait faire partie de l'EEE, coopérer confortablement avec les pays riches de l'Europe de l'Ouest. Ce n'est pas une solution solidaire du reste de l'Europe. Elle exclut aussi les plus démunis de Suisse.

Non, vraiment, il ne s'agissait que de l'élargissement d'un marché intérieur destiné à favoriser les échanges et la croissance. On a enrobé cette vision purement économique, ce renforcement des pouvoirs des plus favorisés, des mots «intégration, solidarité et liberté». Mais pour qui, à vrai dire? Toute une partie de l'Europe ainsi que les populations migrantes et défavorisées au sein de l'EEE demeurent exclues de ces principes.

**FS – En Suisse romande, le non alémanique a été aussi interprété comme un manque de solidarité. En effet, la Suisse**

## Diversité féminine

*Le mouvement féministe en Suisse alémanique aujourd'hui.*

Il existe en Suisse alémanique quelque deux cents organisations, groupes et groupuscules qui se réclament du mouvement des femmes ou féministes (encore faudrait-il définir ce qu'est le féminisme...).

Commençons cette petite présentation, qui ne se targue pas d'être complète, par ce qui est l'un des acquis les plus importants du «nouveau» mouvement des femmes des années septante et huitante, à savoir l'espace autonome. Ces centres de femmes appelés *Autonome Frauenzentren* jouent un rôle important comme lieu de rencontre et de débats. Installés à Zurich, Baden, Winterthur, Bâle, Berne, Fribourg et Lucerne, ils hébergent des services d'informations pour les femmes (INFRA), des groupes lesbiens ou culturels, parfois une cafétéria.

Mais attention: ces «centres autonomes» ne doivent pas être confondus avec les féministes qui se réclament autonomes. Car, tout comme les mouvements de femmes précédents, le nouveau féminisme des années septante-huitante, a été dépassé par des femmes plus radicales encore, celles qui n'admettent aucun compromis, ni avec les hommes ni avec les institutions, encore moins avec l'Etat, bref, avec tout ce qui relève du «patriarcat international impérialiste» (sic)!

Ces dix dernières années ont connu, d'autre part, une certaine institutionnalisation du mouvement féministe. Des bureaux de l'égalité ont été créés ainsi que de nombreux postes à mi-temps dans ce domaine. L'organisation – intercantonale – de femmes OFRA, fondée en 1977, est dotée d'un secrétariat à Berne et de plusieurs bureaux régionaux. Les femmes de différents mouvements spécifiques ont, elles aussi, créé de tels postes.

Ainsi, sur le thème du travail, l'organisation Balance se préoccupe depuis 1986, du travail des femmes et diffuse des informations à ce sujet, organise une formation permanente et du «networking» pour des femmes exerçant une profession. De même, la Frauengewerkschaft, fondée en 1988, et disposant d'un bureau à Berne, veut défendre surtout les femmes ayant un profil de travail atypique.

Quant au Mouvement des femmes pour la paix, il dispose d'un secrétariat à Berne et à Zurich. Plusieurs petits bureaux traitent de questions religieuses et de théologie féministe. A Lucerne se trouve celui de l'association Femmes et Eglise, à Bâle celui de Projet pour la théologie féministe et le Mouvement œcuménique des femmes est installé à

Zurich. Le thème de la technologie génétique – essentiel pour de nombreuses féministes – a également mené, à côté de différents groupes locaux, à la création d'un bureau: l'organisation nationale Nogerete.

D'autres sujets ont également conduit à des groupes spécialisés. Le thème de la politique étrangère féministe a été repris par le Frauenrat für Aussenpolitik, qui a suivi de près, entre autres débats, celui du FMI, de l'EEE, de la migration ou de la coopération avec les femmes étrangères. Le thème de la violence avait conduit au Nottelefon (viol-securus). Actuellement, tous les groupes, unanimement, mènent une réflexion autour de la violence contre les femmes. L'exploitation sexuelle des enfants a incité la création de nouveaux groupes. Naturellement, une grande part est donnée aux initiatives visant à améliorer la représentation des femmes dans les parlements, locaux, régionaux et nationaux – sans pour autant être dépendants d'un parti. Le premier de ces groupes, le PFG (Politik Frauengruppe) a été fondé en 1981 à Saint-Gall, suivi en 1987 par le FraP (Frauen macht Politik), de la Unabhängige Frauenliste Luzern et de la Frauenliste Basel.

Le processus de diversification et de spécialisation du féminisme n'a pas forcément favorisé la cohésion du mouvement. La manifestation du 8 mars par exemple a été de plus en plus décentralisée. Entre les groupes, la discussion sur la théorie et la pratique du féminisme a été quasiment inexistante. Des journaux féministes existent bien sûr (*Emanzipation*, *Frauezeitig*, le *Rotes Heft* des femmes socialistes ou le journal *Fama* du mouvement féministe théologique) qui permettent de suivre quelques sujets.

Il faut citer aussi la maison de formation féministe Cassandra à Damvant dans le Jura. Mais le véritable «fil rouge» de la théorie féministe s'inspire plutôt des revues allemandes comme les *Feministische Studien* ou les *Beiträge zur feministischen theorie und praxis*.

**Stella Jegher**

Rédactrice *Frauenblick schweiz-europa/horizon femme suisse-europe*

\* Il existe un manuel des groupes, institutions et initiatives du mouvement des femmes en Suisse, très intéressant à lire et très pratique: *Wo Frauen sich erheben* de Catherine Duttweiler, Isabelle Meier, Käthi Mühlemann et Heidi Stutz, Lenos Verlag, 1990, 439 pages.



romande est plus touchée par la récession. Qu'en pensez-vous?

C. G. – Une étude réalisée dans le canton de Zurich montre que ce sont les communes les plus pauvres qui ont rejeté l'EEE. Les communes riches l'ont accepté. Ces résultats contredisent l'argumentation qui prétend que la Suisse romande a dit oui en raison de ses difficultés économiques.

Dans ce débat sur l'EEE, la gauche et les syndicats ont laissé le champ libre à la droite et n'ont pas abordé les questions sociales. En Suisse romande, on a voté contre le démantèlement social. Les adversaires de l'EEE aussi. Il y a là une impasse.

T. W. – Les effets sur l'emploi de l'adhésion ou de la non-adhésion à l'EEE tiennent de la spéculation. La gauche a toujours prétendu que la croissance profite aux travailleurs. L'année dernière, les entreprises ont réalisé des bénéfices réels et le nombre des places de travail diminue.

Le débat sur l'EEE a divisé les forces progressistes. Il m'est difficile de continuer à travailler avec des gens de gauche qui, en disant oui à l'EEE, font preuve de résignation politique.

S. J. – La situation économique a été présentée de manière manipulée. Adhésion ou non, les analyses montrent que la diminution des places de travail va de pair avec les mesures de rationalisation.

Le Tessin connaît aussi une situation économique difficile. Il a voté non. Les nationalistes ont prétendu qu'adhérer à l'EEE signifiait accroissement du chômage. Les partisans de l'EEE ont soutenu le contraire. Je trouve ces spéculations déplacées chez les uns et chez les autres. On exploite la peur.



Miguel Marguerite Misteli représente les Verts du canton de Soleure au Conseil national mais n'est pas membre du Parti écologiste suisse. Architecte de profession, elle a travaillé durant dix ans au Mozambique comme urbaniste pour le gouvernement puis pour Helvetas. Elle est engagée dans la politique locale à Soleure.

**FS – Ne pensez-vous pas que le résultat de la votation pose avec acuité le problème des différences d'identité?**

M. M. – Certainement. Les Romands se définissent par rapport à la France, les Tessinois à l'Italie. Nous, les femmes de Suisse alémanique, nous ne nous référons pas à

l'Allemagne représentée dans la CE mais aux forces d'opposition au sein du pays, à celles des féministes par exemple.

S. J. – Et celles-ci sont heureuses qu'une discussion de fond sur les questions européennes se déroule en Suisse. Les structures politiques allemandes ne permettent pas un

## Refus de l'EEE outre-Sarine: les raisons du cœur!

C'est sur les bords du lac de Sempach que j'ai passé l'année 1992. De cet endroit privilégié j'ai pu observer les remous provoqués par la votation du 6 décembre sur l'Espace économique européen.

Histoire d'une crise profonde.

Rien ne m'a frappée jusqu'en été, si ce n'est la quasi-absence de propagande en faveur de l'EEE dans les journaux de cette région de Suisse centrale. Pendant ce temps, les opposants se répandaient à travers des annonces publicitaires multiples. La population avec laquelle j'ai vécu – citoyennes de Schwytz, d'Appenzell et d'Uri – n'était pas politisée, mais au courant tout de même qu'une importante échéance attendait le peuple suisse le 6 décembre. La discrétion des gens face à la votation m'a quelque peu étonnée.

Etonnement encore quant à l'approche différenciée d'appréhender le problème, de chaque côté de la Sarine. A l'argumentation essentiellement économique véhiculée en Suisse romande, j'ai trouvé une population s'interrogeant sur l'intérêt d'une Suisse moderne, sur la disparition des valeurs traditionnelles, sur l'éclatement confédéral.

A cela s'est ajouté un autre constat: mon premier «exil» en Suisse alémanique date de 1968. J'y ai trouvé des gens ouverts, accueillants, curieux des «Welsches» entre autres.

En 1992, peu de traces de cet esprit d'ouverture. Pas de franche hostilité, mais comme un malaise. Pourquoi?

L'explication de mes voisines m'a surpris: c'est une question d'identité! Vous, la population romande, vous n'avez rien à craindre de votre grand voisin français. Vous parlez la même langue – ou presque! – vous avez beaucoup de connivences au niveau culturel, mais vous avez une identité propre, ne dit-on pas couramment «la Suisse romande» et non «la Suisse française»? La «région romande» a tout à gagner au sein de la nouvelle Europe, les pays latins y seront nombreux.

«Avec notre grand voisin du Nord, ce n'est pas simple, avouent mes interlocutrices, l'Allemagne a toujours ses airs de conquérante... Nous parlons une langue que l'on nous demande de renier pour

mieux être en contact avec le monde extérieur. Mais le «Schwyzerdütsch» c'est notre vécu. C'est la langue de nos sentiments.» Et d'ajouter, comme un reproche à mon égard, «vous parlez du bon allemand utilisé en Allemagne, est-ce à dire que nous avons une sous-langue, une sous-culture?»

Le grand voisin du Nord fait peur. «Serons-nous absorbé-e-s, noyé-e-s dans l'entité germanique? Nous, majoritaires en Suisse depuis si longtemps, comment vivrons-nous une situation de minoritaires en Europe?»

Dans la campagne lucernoise, les saisons ont vu la population s'activer aux travaux des champs fort nombreux du printemps à l'automne. Peu de discussions au Café du Commerce, peu de temps accordé aux débats politiques. Pas le temps ou pas envie de poursuivre une remise en question insidieusement amorcée?

La population que j'ai côtoyée m'a semblé dépassée par la «vitesse» de la campagne électorale et par sa tournure. Les arguments populistes de Christophe Blocher sont arrivés jusqu'aux rives du lac, mais les gens n'ont pas cédé aux sirènes mensongères du ténor zurichois. «Nous voulons nous déterminer en toute connaissance de cause.»

Aloïs, citoyen uranais et père de trois adolescents, fut l'un des rares à m'avouer «vouloir construire un nouveau mur de Berlin autour de la Suisse fondatrice pour protéger notre patrimoine si, hélas, le oui l'emportait le 6 décembre»... Pour Aloïs, l'idéal s'est fixé sur la Suisse du 700e, Punktschluss!

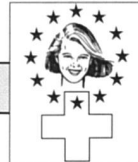
Appelée à se déterminer en pleine réflexion, la population de la région a dit non à l'aventure européenne. «Dans le doute nous voterons avec notre cœur» entendait-on. Un cœur qui pourtant a dit non. Un cœur plus sensible au statu quo qu'à l'engouement d'un projet nouveau.

Si la réflexion se poursuit, il se pourrait que les cœurs deviennent plus généreux.

Voter avec le cœur?

Le cœur a ses raisons que la raison ferait bien de connaître pour combler au plus vite le «fossé de rösti».

Nicole Ruchti



tel débat. Nombre de mouvements féministes allemands, les Verts surtout, désapprouvent certaines orientations de la CE. Nous entretenons des contacts réguliers avec les groupements féministes d'Allemagne, des pays de l'Est et d'ailleurs. Nous ne sommes pas repliées sur nous-mêmes. Nous accuser de manque d'ouverture est absurde.

**FS – Pour les jeunes se posent aujourd'hui les problèmes de leur formation et des possibilités de collaboration avec les programmes éducatifs européens. Que proposez-vous?**

M. M. – Le Conseil de l'Europe essaie de promouvoir des échanges dans ce domaine au-delà des blocs économiques. Ce programme me paraît plus intéressant que celui de la CE, laquelle n'encourage véritablement que les secteurs de pointe, à vocation économique.

Le soutien à la recherche, les programmes et les échanges dans le secteur de la formation sont dictés par les impératifs économiques.

La libre circulation des apprentis dépend surtout de la situation financière de leurs parents. De plus, il n'y a pas d'intérêt manifeste des apprentis pour une formation à l'étranger.

S. J. – Quant à la reconnaissance des diplômes, il n'y a aucun problème pour les gens qualifiés. Par contre, pour les autres, ceux qui n'ont pas de formation supérieure, le problème se pose. Toutefois, il faut relever qu'il existe de la même manière, avec ou sans l'EEE. Ce sont en effet les moins



**Therese Wüthrich**, fondatrice d'un syndicat de femmes «Frauengewerkschaft», s'est occupée du dossier sur l'avortement, travaille actuellement à la SSR comme journaliste.

(Photo Francine David, Berne)

qualifiés, les femmes surtout, qui sont victimes du chômage. L'EEE ne proposait aucune solution à ce problème.

**FS – Et l'avenir? Quelle est votre position face à la CE?**

C. G. – Le résultat du 6 décembre n'ébranle pas mes positions. L'EEE ne comprend que quelques pays européens et

ne poursuit véritablement que des objectifs économiques. Je suis plutôt opposée à une adhésion à la CE. J'estime toutefois qu'un non à l'EEE renforce notre pouvoir de négociation quant à une éventuelle adhésion à la CE. Nos critiques face à l'EEE doivent apparaître et il faut cette fois que les femmes soient représentées.

S. J. Notre non à l'EEE n'est pas forcément un non à la CE. Nous attendons un débat ouvert, transparent et démocratique qui représente de manière objective les multiples effets d'une adhésion, sur la condition des femmes en particulier. Je ne parle pas seulement des femmes en Suisse mais aussi de celles des autres pays d'Europe et du Sud.

L'avenir? On le voit aujourd'hui, la CE a des ratés graves dans sa politique sociale. Il faut lutter pour une Europe sociale et démocratique qui respecte le droit au travail et les acquis sociaux. L'avenir, c'est étendre et resserrer nos liens avec toutes les organisations des pays d'Europe du Sud, de l'Est et de l'Ouest, par-delà les frontières, qui luttent pour une plus grande équité. C'est d'une Europe parallèle, ouverte sur le monde, sur le tiers monde en particulier, solidaire, attentive à la qualité de la vie et au respect de l'identité des femmes que peut surgir l'alternative à la CE préoccupée des seuls impératifs de l'économie.

J'espère que nous avons pu vous faire mieux comprendre notre point de vue et surtout, nous vous remercions de votre initiative... pour combler le «rösti graben»!

L'Administration communale de Lausanne

cherche

## un(e) délégué(e) à l'Egalité

Cette personne aura pour mission d'aider la Municipalité à poursuivre la mise en œuvre de sa politique d'égalité des chances entre femmes et hommes au sein de l'administration communale.

**Nous souhaitons:**

- sensibilité marquée pour le champ d'activité;
- formation universitaire ou titre jugé équivalent;
- expérience professionnelle;
- connaissance d'une administration;
- facilité de contact et habileté à négocier;
- esprit d'initiative et aptitude à travailler de manière autonome;
- aptitude à rédiger.

Poste à temps partiel (50%).

**Entrée en fonction:** dès que possible.

Le cahier des charges est à disposition au Service du personnel et des assurances, tél. (021) 315 22 30.

Les offres manuscrites sont à adresser à **Mme Yvette Jaggi, syndique de Lausanne, place de la Palud 2, 1002 Lausanne.**

## SPÉCIAL - PROMOTION

Pour que le dialogue puisse s'établir  
entre Suissesses romandes et alémaniques

## Créons des liens!

**ABONNEZ-VOUS (Fr. 55.-\*)**

Trois mois supplémentaires gratuits  
pour le prix d'un an

ou **TESTEZ-LE!**

en faisant un essai de trois mois  
gratuitement

Je m'abonne

Je désire recevoir FS  
trois mois gratuitement

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

NPA/Lieu: \_\_\_\_\_

\* (AVS: Fr. 48.-; Abonnement de soutien: Fr. 70.- ou plus; étranger: Fr. 60.-)

A renvoyer à **Femmes suisses, case postale 1345, 1227 Carouge.**